



Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél.: 021 601 74 67

Fax: 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Aux médias

Lausanne, 28 juin 16

**Dans son message du 22 juin 2016, le Conseil fédéral recommande de rejeter l'initiative
« Pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous »**

Le Conseil fédéral sacrifie l'agriculture à son idéologie néolibérale. La nourriture saine, la protection de l'environnement, le commerce équitable et la production locale et durable sont secondaires. Ce qui importe davantage, ce sont les transports, les importations à prix cassés, l'industrie agraire et la concurrence entre agricultrices et agriculteurs.

Justement pour ces raisons, il nous incombe maintenant de poser les jalons pour une politique agricole souveraine en Suisse. L'initiative a repris de nombreux sujets controversés avec l'objectif de prêter attention à ces préoccupations importantes pour y apporter des réponses.

Notre initiative demande une gestion des quantités, afin d'éviter les surplus, notamment dans le secteur laitier. Elle demande un approvisionnement de la population avec des aliments majoritairement suisses. L'adaptation de la production aux besoins concrets des ménages en est une condition. Le soutien du commerce direct entre paysannes, paysans, consommateurs et consommatrices est central. Il y a actuellement plus de 50 projets d'ACP en Suisse et des milliers de fermières et fermiers qui font de la vente directe, ce qui leur permet de contourner les intermédiaires.

Des prix équitables à toutes les étapes de la production et dans toutes les branches sont nécessaires pour s'affranchir des dépendances (subventions, transformation, grande distribution). La pression sur les prix est une menace existentielle pour de nombreuses fermes. L'exemple du lait est éloquent : en 1992, le litre coûtait 1.85 franc – aujourd'hui, le prix varie de 1.50 à 1.70 franc à l'épicerie. Dans cette même période, le prix aux producteurs est passé de 1.05 franc à 50 centimes le litre. Chaque jour, trois fermes disparaissent. Il est indispensable d'introduire un CCT avec des salaires équitables pour les 160 000 emplois dans l'agriculture, afin de prévenir les salaires de dumping qui se propagent dans le milieu.

La course vers le libre marché, entreprise par le Conseil fédéral, aggrave la situation. En ce moment, le Conseil fédéral mène des négociations importantes avec l'UE et les USA (TTIP, TISA et autres). Toutefois, de nombreux experts remettent en cause le libre marché avec les

biens agricoles. Le rapport mondial sur l'agriculture (2008), mandaté par les Nations unies et la Banque mondiale, est très clair sur ce point.

Si le Conseil fédéral affirme que notre initiative remettrait en question les acquis réalisés dans le cadre de la réforme agricole des 25 dernières années et affaiblirait la compétitivité et la capacité d'innovation du secteur agroalimentaire suisse, il met en évidence son refus d'ouvrir les yeux, de reconnaître une situation alarmante et de prendre des mesures adaptées.

Contacts

- Ulrike Minkner, Uniterre, 077 401 88 72
- Rudi Berli, Uniterre, 078 707 78 83

Le syndicat agricole Uniterre et l'autre syndicat sont membres de La Via Campesina. Avec l'appui de plus de 70 organisations, elles s'engagent, afin que les citoyennes et les citoyens suisses puissent enfin mener un véritable débat public sur la politique agroalimentaire. Pour l'initiative, elles ont récolté 131 600 signatures, dont 108 680 ont été validées par la Chancellerie fédérale.

www.souverainete-alimentaire.ch